

RAPPORT D'ACTIVITE 2018

1. La Plateforme Océan et Climat en bref

1.1 Introduction

A la fois puits de carbone (captant 30% des émissions humaines) et réservoir de chaleur (ayant absorbé 90% de la chaleur résiduelle), l'océan joue un rôle clé dans la régulation du climat et est porteur de solutions d'adaptation et d'atténuation. Mais les changements climatiques ont un impact majeur sur l'océan, ses écosystèmes, les activités maritimes et les populations côtières. Malgré son rôle primordial, l'océan a longtemps été absent des négociations sur le climat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Face à ce constat, une mobilisation internationale et coordonnée des acteurs étatiques, de la communauté scientifique et de la société civile a émergé autour des enjeux océan et climat en amont de la COP21. La Plateforme Océan et Climat (POC) est née à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan en juin 2014, avec l'appui de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI-UNESCO), dans l'objectif d'intégrer l'océan dans l'Accord de Paris.

DE LA COP21 À LA COP24 : L'OCÉAN AU CŒUR DES RÉFLEXIONS SUR LE CLIMAT

De l'intégration de l'océan dans le préambule de l'Accord de Paris, au plaidoyer en faveur d'un rapport spécial du GIEC sur l'océan initié par Monaco et à l'intégration de l'océan dans l'Agenda Global de l'Action lors de la COP22, la Plateforme Océan et Climat, en association avec ses membres, a obtenu plusieurs victoires. Lors de la COP23, la POC a contribué à l'organisation d'une journée d'action consacrée à l'océan, ainsi qu'au lancement du Partenariat pour l'Océan « Ocean Pathway Partnership », une initiative portée par le gouvernement fidjien. Les interactions entre océan, climat, biodiversité et les Objectifs de développement durable (ODD) - notamment l'ODD14 sur la vie marine - sont de plus en plus discutées par la communauté internationale.

1.2 Objectifs

1

Structuration du réseau, mobilisation des membres et élargissement du champs d'action 2

Médiation scientifique et diffusion des connaissances 3

Plaidoyer politique et mobilisation internationale

1.3 De 2014 à 2018: les dates clefs

2015 COP21, Parls

L'océan dans le préambule de l'Accord de Paris 2016

Plaidoyer pour la réalisation d'un rapport du GIEC « Océan et Cryosphère » en 2019 2016 COP22 Marrakech

L'océan dans l'Agenda Global de l'Action 2017

Lancement de l'Alliance d'Initiatives Océan et Climat

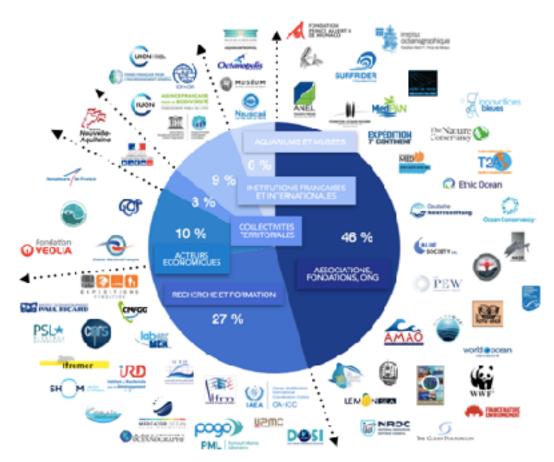
COP23, Bonn
1er rapport
d'action AIOC /
Lancement de
l'Ocean Pathway
Partnership

2018 UNESCO, Paris

Organisation d'une conférence scientfique de Haut Niveau avec la COI-UNESCO

1.4 Un réseau international d'experts de l'océan

Source de découvertes scientifiques fondamentales et d'enjeux géopolitiques majeurs, la compréhension de l'océan nécessite une approche transversale et pluridisciplinaire. La Plateforme Océan et Climat incarne une interface entre science et politique, et favorise la réflexion et les échanges entre le monde scientifique, la société civile et la politique. Cette coalition rassemble, autour d'une communauté de valeurs, instituts de recherche, organisations non-gouvernementales, établissements d'enseignement supérieur, aquariums, représentants du secteur privé et institutions françaises et internationales.



SOMMAIRE

1. La Plateforme Océan et Climat en bref	2
1.1 Introduction	2
1.2 Objectifs	2
1.3 De 2014 à 2018: Les dates clefs	3
1.4 Un réseau international d'experts de l'océan	3
2. Les moments forts de l'année 2018	6
2.1 Les actions mobilisation et de sensibilisation	6
2.1.1 Les évènements de sensibilisation auprès du grand public2.1.2 Les « Rendez-Vous Océan et Climat »2.1.3 La POC sur le web, les réseaux sociaux et dans la presse	6
2.2 Science et diffusion des connaissances	9
2.2.1 La « review » des rapport du GIEC « 1,5°C » et « Océan et Cryosphère »	9
2.2.2 La Conférence scientifique des 10 et 11 septembre:	
« De la COP 21 à la Décennie des Nations Unies pour les Sciences Océaniques au	service du
développement durable »	9
2.3 Plaidoyer et action internationale	10
2.3.1 Plaidoyer auprès des instances nationales	
2.3.2 Présence de la Plateforme Océan et Climat dans les instances internationales	12
3. Le projet d'Alliance d'Initiatives Océan et Climat	15
3.1 Vision, objectifs et gouvernance	
3.2 Ancrage institutionnel	
3.3 Mobilisation internationale	
3.4 Ressources allouées	
4. Nos partenaires et soutiens financiers	22
4.1 Convention avec l'Agence Française pour la Biodiversité	
4.2 Subvention du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire	
4.3 Don de la Fondation Veolia	

5. La gouvernance	24
5.1 Le Conseil d'Administration	24
5.2 Le bureau de l'association	24
5.1 Le Conseil d'Administration 5.2 Le bureau de l'association 5.3 Le secrétariat 5.4 Le Comité Scientifique 5.5 Les membres du réseau 6.1 Règles et méthodes comptables 6.2 Bilan et analyse détaillée du bilan 6.3 Compte de résultat et analyse détaillée du compte de résultat 7. Conclusion - 2019-2021: quelle stratégie pour la Plateforme Océan e Climat ?	24
5.4 Le Comité Scientifique	25
5.5 Les membres du réseau	25
6. Rapport financier	26
6.1 Règles et méthodes comptables	26
6.2 Bilan et analyse détaillée du bilan	28
6.3 Compte de résultat et analyse détaillée du compte de résultat	30
7. Conclusion - 2019-2021: quelle stratégie pour la Plateforme (Océan et
Climat ?	32
ANNEXES	33
Annexe 1 - Composition du Conseil d'Administration	33
Annexe 2 - Composition du Comité Scientifique	33
Annexe 3 - Composition des membres de la Plateforme	33
Annexe 4 - Organigramme de l'association	34

2. Les moments forts de l'année 2018

L'année 2018 a été riche en évènements articulés autour des trois principaux pôles d'action de la Plateforme Océan et Climat: la mobilisation, la science et le plaidoyer.

2.1 Les actions de mobilisation et de sensibilisation

En 2018, la Plateforme Océan et Climat a continué son rôle de dissémination des connaissances auprès du grand public, par la participation a plusieurs évènements organisés par et/ou avec ses membres.

2.1.1 Les évènements de sensibilisation auprès du grand public

- → La fête de l'Océan, organisée par l'Aquarium Tropical de la Porte Dorée a été l'occasion de présenter auprès des familles et des enfants le « Petit guide de l'éco-tourisme en bord de mer », réalisé avec 6 membres du réseau, afin de sensibiliser le grand public aux bonnes pratiques à mettre en place afin de limiter l'impact du tourisme sur l'interface littoral, en amont de la période estivale.
- Le 8 juin 2018, la POC était partenaire de l'évènement « Les Elles de l'Océan », organisé par le Cluster Maritime Français, le CNRS et l'association « Elles Bougent ». L'objectif de cette conférence était de valoriser la place des femmes dans les entreprises des différentes filières maritimes et faire connaître les opportunités et enjeux liés à la féminisation des métiers.
- Le 20 Juin 2018, à l'occasion de la 3ème année internationale des récifs coralliens (IYOR2018), la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB), l'Institut océanographique de Monaco, le CRIOBE, la Plateforme Océan et Climat (POC) et l'Initiative Française pour les Récifs Coralliens (IFRECOR) ont organisé un colloque portant sur les dernières connaissances et recherches actuelles menées sur les récifs coralliens, ainsi que les solutions existantes pour tenter d'enrayer leur déclin. Un policy brief de l'évènement a été réalisé et est disponible sur le site de la POC.
- A l'occasion du départ de la Route du Rhum, Destination Guadeloupe, et de l'organisation du cycle de conférences « Océan, bien commun de l'humanité », la POC a participé (avec les bénévoles de l'appel « Océan Bien commun de l'Humanité ») à l'animation d'un stand auprès du grand public: une occasion de présenter les travaux de la POC et de familiariser les visiteurs avec les fiches scientifiques et pédagogiques sur les intéractions entre océan, climat et biodiversité.
- → Le 6 novembre 2018, dans le cadre de la 10e édition du TEDx Paris "X", l'Inconnu, Françoise Gaill, Vice-présidente et coordinatrice du Comité scientifique de la Plateforme Océan et Climat, est intervenue au Grand Rex devant un public de plus de 3000 personnes pour partager avec le public sa rencontre avec l'inconnu dans les fonds marins. La vidéo de son intervention est disponible en suivant ce lien

2.1.2 Les Rendez-Vous Océan et Climat

En 2018, la POC a organisé deux « Rendez-Vous Océan et Climat »: un format de « miniconférences » constuites avec les membres du réseau. Le premier, organisé le 27 mars avec l'intervention de Romain Troublé (Tara Expéditions), Salvatore Arico (COI-UNESCO) et Fabrice Messal (Mercator Océan) et la participation de l'Ambassadeur des Nations Unies pour l'Océan, Mr

Peter Thomson, portait sur « <u>les nouveaux horizons de la connaissance</u> » et les différents niveaux d'observation des intéractions océan-climat-biodiversité. Un policy brief a été réalisé à l'issue de cet évènement.



Le second, organisé dans le cadre du cylcle de conférences « Océan bien Commun de l'Humanité » à St-Malo portait sur « l'Océan au coeur de la lutte contre les changements climatiques ».

De nouveaux Rendez-vous Océan et Climat seront organisés en 2019.

2.1.3 La POC sur le web, les réseaux sociaux et dans la presse

Afin de mieux communiquer sur ses projets et sur les actions de ses membres, la POC développe depuis 2018 un nouveau format de newsletter billingue français/anglais. Les membres sont invités à partager leurs projets, évènements et livrables de manière à les intégrer dans ce nouveau canal de communication. La Plateforme inclut également dans sa newsletter une veille de l'actualité scientifique et politique des enjeux océan-climat.

En parallèle, une révision de la stratégie éditoriale a été opérée, de manière à assurer une communication continue sur les 3 principaux réseaux sociaux utilisés par la POC: Twitter, Facebook et Instagram.

<u>Une première estimation de cette nouvelle stratégie</u>: les abonnés au compte Instagram @ocean_climate ont augmenté de 50,5% entre le 10 septembre 2018 et janvier 2019.

Site de la Plateforme Océan et Climat

Le <u>site de la Plateforme Océan et Climat</u> permet de relayer l'actualité de la Plateforme et de ses membres, et a été consulté plus de 40 000 fis en 2018. Depuis cette année, un travail de fond est entrepris afin d'améliorer et de moderniser l'interface du site. Une nouvelle version sera mise en ligne au second semestre 2019.

Site de l'Alliance d'Initiatives Océan et Climat

Le <u>site de l'Alliance d'Initiatives Océan et Climat</u> a été lancé en octobre 2017 pour créer une interface dynamique et interactive mettant en valeur les initiatives océan et climat membres de l'Alliance.

Sur l'année 2018, le site a reçu plus de 4 000 visites composées de 90% d'utilisateurs internationaux de 124 pays différents.

Des newsletters régulières

En 2017, une quinzaine de mailings ont été envoyés à plus de 10 000 contributeurs actifs à l'international. Plus de 5 000 fans sont sur Twitter avec une portée moyenne de 3 000 personnes sur Facebook.

En 2018, une dizaine de mailings informant sur les activités de l'Alliance et sur les grands rendez-vous internationaux ont été envoyés à plus de 10 000 contributeurs actifs à

l'international. Sur les réseaux sociaux, plus de 6000 abonnés suivent les activtés de l'Alliance sur Twitter, plus de 4300 sur Facebook et plus de 1000 sur Instagram.

Présence dans les médias

Dans la presse nationale et internationale

- 29.07.18 Libération La vie dans un monde trop chaud, Aurore Coulaud, https://www.liberation.fr/planete/2018/07/29/la-vie-dans-un-monde-trop-chaud_1669639
- Juillet 2018: Science & Vie n°1210 : La face cachée des océans, le nouvel enjeu planétaire, https://www.science-et-vie.com/science-et-culture/au-sommaire-de-science-vie-n1210-la-face-cachee-des-oceans-le-nouvel-e-11069
- 08.08.18 Le Figaro Vie marine: «Une fois qu'un gène est breveté, personne d'autre ne peut s'en servir», Marielle Court, http://www.lefigaro.fr/sciences/2018/08/08/01008-20180808ARTFIG00182-vie-marine-une-fois-qu-un-gene-est-brevete-personne-d-autre-ne-peut-s-en-servir.php
- 30.08.18 Libération « CO2, la mer défoncée à l'acide », Aurore Coulaud, https://www.liberation.fr/planete/2018/08/30/co2-la-mer-defoncee-a-l-acide_1675581
- 30.08.18 Le Monde Planète « Négociations à l'ONU pour protéger la haute mer », Martine Valo, https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/08/30/negociations-a-l-onu-pour-proteger-la-haute-mer_5348084_3244.html
- 12.09.18 IISD Reporting Service « High Level Ocean and Climate Conference Bulletin », http://enb.iisd.org/oceans/climate-platform/html/enbplus186num14e.html
- 04.10.18 Usbeck et Rica « Le rôle central et dangereux de l'océan face au changement climatique », Vincent Lucchese, https://usbeketrica.com/article/le-role-central-et-dangereux-de-l-ocean-face-au-changement-climatique
- 01.01.2018 Mediaterre « Sortie du rapport du GIEC sur un monde à 1,5°C: L'océan et ses écosystèmes sous pression » https://www.mediaterre.org/actu,20181010140212,1.html
- 17.12.18 Blog Le Monde de la Plateforme Océan et Climat « Rapport du GIEC 1.5°C : quelle place accordée à l'océan ? » http://oceanclimat.blog.lemonde.fr/2018/12/17/rapport-du-giec-1-5c-quelle-place-accordee-a-locean/

Dans la presse régionale

• 04.09.18 - Le Télégramme - « Haute mer. Un réservoir de ressources génétiques en manque de régulation », Le Télégramme https://www.letelegramme.fr/monde/haute-mer-un-reservoir-de-ressources-genetiques-en-manque-de-regulation-04-09-2018-12067690.php#vPpMudiKEguMeShm.99

A la télévision/en vidéo

- 27.01.18 Arte intervention de Françoise Gaill dans Square Idée: « L'océan en danger ? » https://www.arte.tv/fr/videos/058227-052-A/square-idee/
- 11.09.18 France 2, intervention de Françoise Gaill dans l'émission matinale « Télématin » (6 minutes de reportage)

A la radio

 28.07.18 - De cause à effets, le magazine de l'environnement par Auréline Luneau « La voix est libre » - France Culture, https://www.franceculture.fr/emissions/de-cause-a-effets-le-magazine-de-lenvironnement/la-voix-est-libre-avec-catherine-chabaud-0

2.2 Science et diffusion des connaissances

2.2.1 La « review » des rapports du GIEC « 1,5°C » et « Océan et Cryosphère »

Forte de son expertise multidisciplinaire, la POC a participé, avec le soutien de son Comité Scientifique, à la relecture des parties « Océan » du rapport spécial « 1,5°C » du GIEC, mais aussi à la diffusion de ses conclusions via la rédaction d'articles, de communiqués et de posts sur les réseaux sociaux.

Après son travail de relecture du rapport spécial du GIEC 1.5°C, la POC s'est concentrée sur le rapport spécial sur l'océan et la cryosphère (SROCC).

La POC a été sollicitée par l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) pour contribuer officiellement à la revue gouvernementale de la 2e version du Rapport Spécial du GIEC Océan et Cryosphère dans un Climat en Évolution (SROCC).

En sollicitant les membres du Comité Scientifique, il a été possible de proposer un grand nombre de commentaires et de corrections du SROCC qui ont été partagé avec le Point Focal France du GIEC, au Ministère de la Transition Écologique et Solidaire. La POC était la seule représentant du milieu associatif lors de cette seconde relecture du SROCC par les gouvernements.

2.2.2 La Conférence scientifique des 10 et 11 septembre: « De la COP 21 à la Décennie des Nations Unies pour les Sciences Océaniques au service du développement durable » »

Les 10 et 11 septembre derniers, la Plateforme Océan et Climat organisait avec la Commission Océanographique Intergouvernementale de l'UNESCO, une conférence scientifique de Haut-Niveau, au siège de l'UNESCO, 7 place de Fontenoy.

Organisée autour de 4 sessions principales et 3 sessions spéciales, cette conférence a proposé une synthèse des récents progrès scientifiques autour des interactions océan, climat et biodiversité, une réflexion sur les liens entre science et politique, et une discussion sur les moyens à mettre en oeuvre pour passer « de la science à l'action ».

Réunissant 53 panélistes internationaux et plus de 400 participants, ainsi que la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Madame Frédérique Vidal, et la Ministre de la Mer du Portugal, Madame Ana Paula Vitorino, cet évènement a été un moment de mobilisation fort pour la POC et ses membres.

Sur les 10 partenaires du projet, 8 sont membres de la Plateforme Océan et Climat: l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB), le Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), le Fond Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), l'Ifremer, l'Institut pour la Recherche et le

Développement (IRD), l'Institut Océanographique Paul Ricard (IOPR), l'Ocean and Climate Initiative Alliance (OCIA), l'Université de Bretagne Occidentale (UBO).

Cette conférence a été l'occasion d'une communication soutenue sur les réseaux sociaux, avec plus de 100 000 impressions et plus de 700 posts sur Twitter.



Pour en savoir plus, consultez le booklet de la conférence.

2.3 Plaidoyer et action internationale

2.3.1 Plaidoyer auprès des instances nationales

ODD14 : Définition de la feuille de route national

La Délégation Mer et Littoral (DML) du MTES était en charge d'élaborer la feuille de route nationale de l'ODD14 et a mis en place un groupe de travail interministériel et multi-acteurs, dont la POC était une force vive. Ce groupe avait pour objectif de développer les axes stratégiques et accroître l'ambition de l'action française.

Des réunions trimestrielles ont été organisées pour faire l'état des lieux de l'avancée de la France relative à chaque cible de l'ODD14. La POC a co-organisé ces réunions et animé deux tables rondes pour faire part de ses recommandations politiques - mettant en lien les cibles de l'ODD14 avec les recommandations du plaidoyer POC - et scientifiques issues de la conférence organisée à l'UNESCO.

Les recommandations de la POC ont été intégrées dans la feuille de route présentée au Comité Interministériel de la Mer en novembre 2018.

Comité Interministériel de la Mer

Dans le cadre de sa participation au Comité Interministériel de la Mer, la POC a présenté ses actions prioritaires autour de trois points clés:

- Considérer l'importance d'écosystèmes sains et fonctionnels face au changement climatique, au-delà des échelles nationales
- Adopter une approche par les services écosystémiques pour prendre mesure de l'impact du changement climatique sur les sociétés, et mettre en place des aires marines protégées

- Reconnaitre les écosystèmes comme puits naturels de carbone et amorcer une transition vers une économie bleue durable

Génération Océan

La POC a participé au lancement et aux réunions de travail du groupe Génération Océan piloté par le MTES. L'objectif est de mobiliser toutes les générations, jeunes et moins jeunes, actuelles et futures, à la question de l'océan, à identifier et à faciliter les bonnes initiatives, les projets et les programmes actuels qui poursuivent cette finalité et à en faire émerger de nouveaux.

Lancement du Comité France Océan

Le Comité interministériel de la mer du 25 novembre 2018 s'est engagé à constituer un groupe de concertation sur l'environnement marin avec les acteurs de la société civile.



L'enjeu est de permettre à l'État dans ses différentes composantes de disposer d'une meilleure information et d'une force de proposition organisée pour répondre à la croissance des défis environnementaux et piloter de façon efficace et réactive les politiques de protection des milieux marins. Il s'agit également d'identifier des mesures concrètes et applicables qui pourront être présentées en CNB et CNML pléniers et au CIMer en 2019.

Les premiers thèmes retenus par le cabinet du Ministère de la transition écologique et solidaire sont les suivants : déchets et pollution, biodiversité, artificialisation, et levée des freins/obstacles (juridiques, organisationnels). Les thématiques de financements et de mécénat environnemental seront prises en compte dans les discussions. Ces thèmes permettront de constituer des ateliers de travail qui se réuniront de façon régulière pour œuvrer à la convergence des points de vue et adresser des propositions concertées et concrètes. Le contenu

des thèmes fera l'objet d'une concertation globale avec les différents acteurs pour assurer la prise en compte des enjeux majeurs portés par la société civile française. Le Comité France Océan sera constitué de représentants des principales organisations non-gouvernementales de protection de l'environnement, de représentants des administrations en charge de la mer et de la gestion de ses ressources, de représentants des grands établissements publics de recherche ou de gestion compétents sur les questions d'environnement marin et de personnalités qualifiées.

Le Comité France Océan (CFO) devra permettre l'émergence de solutions concrètes et concertées pour la protection des océans. Par son action en faveur de la protection des mers, des littoraux, de la biodiversité marine, la France pourra alors insuffler un travail important sur la scène internationale, et ainsi répondre aux enjeux de la COP15 sur la biodiversité en 2020 et du Congrès mondial de la nature de l'UICN qui se réunira en 2020 à Marseille.

La POC a coordonné l'organisation du lancement du Comité France Océan présidé par le Ministre d'État, Ministre de la transition écologique et solidaire, François de Rugy, le 10 décembre 2018. Lors de cette réunion, les enjeux principaux adressés par le CFO ont été présentés par les ONG

vouées à co-présider les différents groupe de travail. Les membres POC étaient très largement représentés:

- La lutte contre les déchets marins, Surfrider Europe (Antidia Citores, VP POC) et Robin des bois (Charlotte Nithart)
- La protection de la biodiversité marine, Comité français de l'UICN (Sébastien Moncorps, CA POC) et WWF France (Ludovic Frère-Escoffier)
- L'artificialisation des mers et littoraux, FNE (François Piccione), LPO (Yves Verilhac) et Institut océanographique Paul Ricard (Patricia Ricard, VP POC)
- La levée des freins et des obstacles à l'action, Greenpeace (François Chartier) et Plateforme Océan et Climat (Romain Troublé, Président)

Patricia Ricard, au titre de la POC, prendra la co-présidence du Groupe de travail sur les freins à lever.

2.3.2 Présence de la Plateforme Océan et Climat dans les instances internationales

En 2018, la POC a participé à plus d'une dizaine d'événements et conférences internationales pour porter les enjeux océan-climat-biodiversité.



Campagne "Voice for the Ocean", Surfrider Fondation Europe - 10 Novembre, Porto, Portugal

Dans le cadre de sa consultation publique Voice for the Ocean, Surfrider Foundation Europe a organisé un tour européen afin de rencontrer les citoyens concernés par les enjeux de l'océan et de relayer la consultation en ligne. Les 9 et 10 novembre Voice for the Ocean était à



Porto, Portugal, pour un événement de sensibilisation auquel Loreley Picourt a participer pour présenter les enjeux océanclimat-biodiversité et porter les recommandations de la POC.

Sustainable Blue Economy Conference - 26-28 Novembre 2018, Nairobi, Kenya

Patricia Ricard, Présidente de l'Institut Océanographique Paul Ricard et VP POC, est intervenue lors du Business & Private Sector Forum, et a rappelé l'importance des changements subis par l'océan et par le climat, en mettant notamment en lumière les enjeux de sécurité alimentaire. Pour répondre à ces enjeux, elle a appelé au développement et à la mise en place de solutions basées sur la science et la nature ainsi qu'au renforcement des partenariats entre les secteurs publics et privés, notamment au travers des actions de mécénat d'entreprise, afin d'en soutenir la recherche et le développement. Les enjeux d'égalité femme/homme ont également été abordés, en appelant à la création d'emplois à destination des femmes dans l'économie bleue ainsi qu'aux défis de la sécurité alimentaire en présentant un programme d'aquaculture durable et innovante. Soulignant la nécessité d'impliquer les étudiants et les jeunes chercheurs, cette intervention a été l'occasion de présenter le Programme Take OFF ainsi que le besoin d'assister les décideurs politique dans le processus de prise de décisions.

CCNUCC COP24 - 2-14 décembre, Katowice, Pologne



La 24ème session de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) s'est déroulée du 2 au 14 décembre derniers à Katowice, Pologne. Etape majeure des négociations sur le climat, la conférence a été renommé "Paris 2.0", ayant pour objectif principal l'établissement des modalités d'application de l'Accord de Paris (Paris Rulebook) pour atteindre l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à moins de 2°C. Durant cette conférence se sont déroulés plusieurs événements de haut niveau, dont l'Oceans Action Day, qui s'est déroulé le 8 décembre.



Participation de la Plateforme Océan et Climat et de ses membres à la COP24 :

- L'intervention de Loreley Picourt dans le side-event "Intégrer l'Océan dans les NDC : Because the Ocean" (7 décembre, 14h30 15h30, Pacific-Koronivia Pavilion), co-organisé par les partenaires de l'initiative Because the Ocean (Ministère des Affaires Étrangères du Chili, Fondation Prince Albert II de Monaco, Tara Expéditions, Communauté du Pacifique, IDDRI, Ocean Conservancy, Plateforme Océan et Climat et World Resources Institute)
- La POC était co-organisatrice de l'Oceans Action Day (8 décembre, 10h00 20h00) avec le Global Ocean Forum, la Roadmap to Oceans and Climate Action, la Fondation Oceano Azul, Portugal, Ocean Policy Research Institute, Sasakawa Peace Foundation, Japon, Ocean Pathway (gouvernements de Fidji et Suède), la Commission Océanographique Intergouvernementale de l'UNESCO, la FAO, l'UICN, Future Ocean Alliance et le Plymouth Marine Laboratory
- L'intervention de Loreley Picourt dans la session sur "Le lien entre océan et climat : traiter des enjeux cruciaux" de l'Oceans Action Day (13h30 16h30, Pavillon Japonais), avec un discours sur "Promouvoir les connaissances scientifiques sur le lien entre océan et climat et mobiliser le grand public"
- La conférence de presse "La désoxygénation de l'océan" (10 décembre, 16h30 17h00, Press Conference Room) organisée par la Scripps Institution of Oceanography, Global Ocean Oxygen

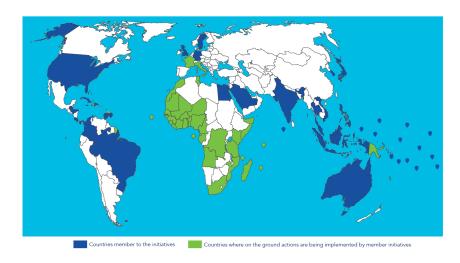
Network, DOSI, DOOS, Center for Climate Change Impacts and Adaptation, Center for Marine Biodiversity & Conservation et la COI-UNESCO

• La conférence de presse "Les besoins d'observations globales sur l'océan profond. Un lien entre science, industrie et politique" (11 décembre, 15h30 - 16h00, Press Conference Room) organisée par la Scripps Institution of Oceanography, DOOS, DOSI et le Center for Marine Biodiversity & Conservation

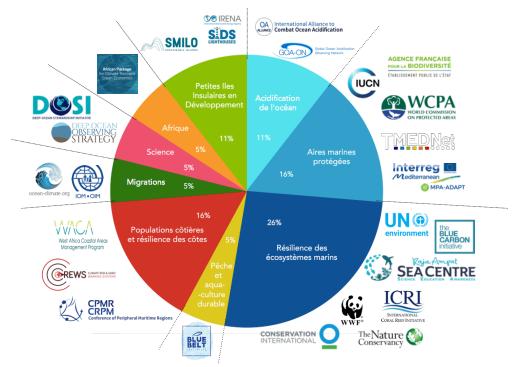
3. Le projet d'Alliance d'Initiatives Océan et Climat

L'Alliance, qui bénéficie d'un ancrage international fort, s'appuie sur une communauté d'acteurs convaincus de la nécessité d'une collaboration dans le cadre d'initiatives structurantes pour accélérer le déploiement de mesures d'atténuation et/ou d'adaptation aux effets des changements climatiques. Cette dynamique s'annonce collaborative et inclusive, pragmatique et robuste grâce à la mobilisation des scientifiques, et se traduit par des actions à fort impact sur le terrain.

L'Alliance réunit 20 initiatives qui mobilisent plus de 270 membres dont 90 États, avec des actions concrètes ou de terrain entreprises dans 38 pays.



Toutes ces initiatives s'inscrivent dans le lien « océan-climat-biodiversité » et proposent des solutions pour l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques et la résilience des écosystèmes marins.



3.1 Vision, objectifs et gouvernance

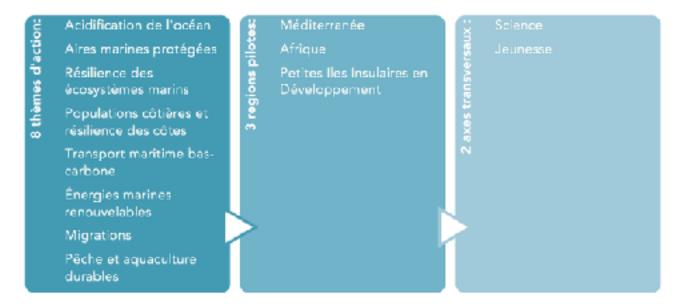
Vision et objectifs

Forte de cette représentation internationale et de cette expertise transversale, l'Alliance s'inscrit dans l'Agenda Global de l'Action Climatique et soutient les objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Les objectifs de l'Alliance sont les suivants :

- * Identifier les synergies entre les initiatives pour dynamiser l'action océan et climat ;
- * Contribuer à la création de nouvelles connaissances scientifiques et favoriser la dissémination d'information ; et
- Porter les intérêts de la société civile dans les dynamiques internationales (CCNUCC, Agenda Global de l'Action, ODD14...).

Les différentes initiatives de l'Alliance s'organisent autour de 8 thèmes d'action, 3 focus régionaux et 2 axes transversaux :



Gouvernance

Comité de pilotage

Le Comité de pilotage a été lancé en février 2018 avec l'objectif de contribuer à définir la stratégie de l'Alliance et de coordonner la mobilisation de ses membres en amont des grands événements internationaux. Le Comité de pilotage est constitué des membres suivants :

- Francis Staub de l'International Coral Reef Initiative (ICRI)
- Tamara Thomas de The Nature Conservancy (TNC)
- Jessie Turner de International Alliance to Combat Ocean Acidification (OAA)
- Emily Pidgeon de Conservation International (CI)
- Julian Barbière de la COI-UNESCO
- Françoise Gaill, Vice-Présidente de la Plateforme Océan et Climat

Comité scientifique

Le Comité Scientifique de l'Alliance, présidé par Françoise Gaill, s'est réuni pour la première fois de manière informelle lors de la Conférence scientifique de haut-niveau des 10-11 Septembre 2018 à l'UNESCO. Ce comité vise à mettre en exergue le lien océan-climat-biodiversité pour nourrir l'ODD14 et la future Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques (2021-2030).

Charte de l'Alliance

La Charte de l'Alliance met en avant cinq engagements fondamentaux pour les actions entreprises par l'Alliance et les initiatives (Annexe 2).

- Identifier les synergies entre les initiatives internationales et agir comme un catalyseur de progrès. Encourager l'émergence d'initiatives liées à la gestion durable et à la conservation de l'océan et de la biodiversité marine et côtière.
- Renforcer la résilience des océans en œuvrant pour la réalisation de l'Objectif de Développement Durable 14. Renforcer la capacité de l'océan à atténuer les changements climatiques au moyen d'écosystèmes marins protégés et en mesure de stocker du CO2.
- Développer des stratégies d'adaptation pour protéger les écosystèmes et les populations les plus vulnérables. Encourager les solutions fondées sur la nature, en soutenant la préservation et la restauration des écosystèmes marins ; en renforçant les systèmes de surveillance et d'alerte pour les événements extrêmes ; et en établissant des mécanismes d'évaluation pour la mise en œuvre de stratégies d'adaptation.
- Stimuler la sensibilisation scientifique et accroître notre compréhension des interactions océan et climat. Pour mieux comprendre les liens océan-climat, il faut davantage mobiliser les ressources scientifiques sous-jacentes, prêter attention aux résultats et appliquer des solutions responsables aux problèmes identifiés.
- Assurer une coopération efficace et multilatérale pour la protection des océans et l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Une coopération internationale participative, incluant tous les acteurs de la société, est cruciale pour la conservation et la gestion durable de l'océan.

Accord de partenariat entre l'Alliance et les initiatives

Un accord de partenariat a été établi pour définir les termes de l'engagement de la part de l'Alliance et de ses membres, ainsi que les co-bénéfices attendus (Annexe 3).

De la science à l'action :

L'Alliance s'engage auprès de ses partenaires à :

- Partager son réseau d'experts et promouvoir les interactions entre ses membres.
- Faciliter les partenariats en proposant de nouvelles idées et des activités conjointes aux niveau national et global.
- Représenter ses membres en promouvant leurs actions et intérêts au sein des grandes instances et conférences internationales, telles que Our Ocean, les COPs CCNUCC et CDB.

Communication et visibilité:

L'Alliance s'engage auprès de ses partenaires à :

- Assister les initiatives dans leur croissance, en soutenant leur implantation au niveau global et en encourageant l'adhésion de nouveaux membres et/ou pays.
- Renforcer la communication autour de chaque initiative en mettant en avant l'importance de chaque action concrète comme solution pour l'adaptation et l'atténuation.
- Diffuser des informations sur les initiatives via le site internet, la newsletter et les réseaux sociaux.
- Promouvoir l'action des initiatives dans les campagnes de communication et de mobilisation globales pour sensibiliser le plus grand nombre.

Une communauté d'experts renforcée :

En retour, l'Alliance attend de ses partenaires les engagements suivants :

- S'appuyer sur une excellence scientifique pour contribuer à une meilleure compréhension des interactions océan-climat.
- Sensibiliser la société civile et/ou les décideurs politiques aux enjeux océan-climat.
- Participer au développement et à l'expansion de l'Alliance en communiquant sur l'Alliance auprès de leurs réseaux.
- Contribuer, occasionnellement, à la rédaction de livrables en partageant des informations et de l'expertise.

3.2 Ancrage institutionnel

Partenariat de Marrakesh



Le Partenariat de Marrakech pour l'action mondiale contre le changement climatique soutient la mise en œuvre de l'Accord de Paris en permettant la collaboration entre les gouvernements et les villes, les régions, les entreprises et les investisseurs qui doivent

agir pour lutter contre le changement climatique. Sa mission est de renforcer la collaboration entre les gouvernements et les parties prenantes clés afin de réduire les émissions de CO2 au plus vite et d'accroître la résilience face aux effets des changements climatiques. Ces actions seront guidées par les objectifs à long terme de l'Accord de Paris et seront entreprises dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Le Partenariat se concentrera sur des actions climatiques immédiates d'ici 2020, afin de soutenir le succès et la performance des contributions déterminées au niveau national (NDCs) et des plans d'adaptation nationaux (NAPs). Le Partenariat porte le Programme d'action Lima-Paris à de nouveaux sommets et cherchera également à susciter de nouvelles actions en faveur du climat dans les domaines où le potentiel est inexploité.

L'Alliance s'inscrit dans le cadre du partenariat de Marrakech pour porter la voix de la société civile au sein des négociations climatiques pour une meilleure intégration du nexus océan-climat dans l'Accord de Paris. En 2017 et 2018, l'Alliance a fait des recommandations prises en compte dans le « <u>Yearbook of climate action</u> ». Elle a également pris part à la rédaction de <u>l'Agenda de l'Action Océan-Climat</u> présenté en session plénière lors du <u>Global Climate Action Summit</u> de San Francisco (12-14 septembre 2018).

Dialogue de Talanoa



Initialement appelé « dialogue de facilitation » dans le texte de l'accord de Paris, ce processus a avant tout deux objectifs : 1) faire le point sur les efforts collectifs des Parties concernant les progrès accomplis vers la réalisation de l'objectif à long terme de neutralité carbone, et 2) orienter la préparation des contributions déterminées au niveau national (décision 1/CP.21, paragraphe 20).

La présidence fidjienne a renommé ce processus Talanoa – en référence à un mode de discussion traditionnel fidjien visant à résoudre les tensions – dans le but de partager des histoires, construire de l'empathie pour pouvoir prendre des décisions sages dans le sens de l'intérêt collectif.



Pour participer à cette conversation globale sur les efforts à mener pour lutter contre le changement climatique, parties (gouvernements) et parties prenantes (ONG, lobbies, scientifiques) doivent soumettre des contributions répondant à trois questions fondamentales : où en sommes-nous, où voulons-nous aller, et comment faire pour atteindre l'objectif fixé. L'Alliance a soumis des recommandations, sur la base de son rapport de l'action, pour répondre à la dernière question (disponibles sur la plateforme de Talanoa)

Une première étape technique s'est déroulée le 5 mai 2018, et une phase politique a impliqué des ministres à l'occasion de la COP24. Lors de la première étape, l'Alliance a été invitée à participer pour présenter des solutions concrètes, fondées sur l'océan, pour l'adaptation et l'atténuation aux changements climatiques.

L'Alliance était le seul acteur non-étatique présent pour représenter la communauté océan.

Partenariat avec l'initiative Because the Ocean

Dans le cadre d'un partenariat avec le Varda Group, secrétariat de l'initiative *Because the Ocean*, l'Alliance a contribué à hauteur de 15 000 € à la mise en place d'un travail de réflexion sur les NDCs-océan.



Ce financement a eu pour objectif de permettre au Varda Group de participer au groupe de travail sur les NDCs organisé par le Ministère des Affaires Étrangères Chilien à Concepción, au Chili le 20 mars 2018. A la suite de cette réunion, un rapport a été remis identifiant les

enseignements et recommandations pour l'organisation de travaux similaires au niveau national et régional.

Le Varda Group a également organisé et coordonné la session politique lors de la conférence des 10 et 11 septembre 2018 à l'UNESCO.

3.3 Mobilisation internationale

Événement « What next steps for OurOcean? » - 10 janvier 2018, Parlement Européen à Bruxelles

La Plateforme Océan et Climat et l'Intergroupe Mers, Rivières, lles et Zones Côtières du Parlement Européen ont co-organisé cet événement pour présenter les résultats des engagements pris lors de la conférence OurOcean à Malte et pour réfléchir sur les prochaines étapes de l'action. Françoise Gaill a participé à la table ronde sur les engagements de la société civile dans les régions ultra-périphériques pour présenter l'Alliance et son rapport.

Symposium scientifique « The effects of climate change on the world's oceans » (ECCWO 2018) – 4-8 juin 2018, Washington DC

Loreley Picourt a présenté l'Alliance et son initiative sur les capacités d'adaptation et d'atténuation de l'océan profond (DOSI-DOOS) lors de la session sur l'océan profond, pilotée par Lisa Levin et Nadine Lebris. Elle est également intervenue sur le rôle de la médiation scientifique auprès des décideurs politiques dans le cadre de la CCNUCC et du dialogue de Talanoa.



Lancement de la « Action Platform for Sustainable Ocean Business » du Global Compact – 8 juin 2018 à New-York

L'Alliance était invitée à participer au lancement de cette plateforme d'action pour les entreprises durables des océans. Cette initiative du UN Global Compact a pour objectif d'accroître l'ambition et la prise de leadership du secteur privé dans l'utilisation durable des océans, mers et ressources marines.

Sommet Océan, G7 – 20-21 septembre 2018 à Halifax, Canada

Sous la présidence canadienne du G7 de 2018, les ministres de l'Environnement, des Océans et de l'Énergie du G7 se sont réunis avec des représentants étatiques, des dirigeants d'organisations internationales, des représentants de l'industrie et des jeunes dans le cadre de discussions tenues le 20 septembre 2018 sous le thème de la santé des océans et des mers et des communautés côtières résiliantes. L'Alliance était présente pour mettre en avant les liens océan-climat, notamment dans les recommandations faites auprès des Ministres.

Our Ocean Conference - 29-30 Octobre 2018 à Bali, Indonésie

L'Alliance a participé à la cinquième édition de la Conférence qui a renforcé la qualité des engagements pris ultérieurement, grâce à une répartition équilibrée des engagements dans six domaines d'action (sécurité maritime, aires marines protégées, pêche durable, pollution marine, économie bleue durable et changement climatique).



Engagements des membres de l'Alliance des Initiatives Océan et Climat:

Les membres de l'Ocean Acidification Alliance ont pour but de passer la barre des cent membres d'ici 2019, ce qui augmenterait la visibilité et favoriserait une meilleure intégration du problème de l'acidification des océans dans les négociations climatiques internationales. D'ici 2019, l'Ocean Acidification Alliance élaborera également vingt plans d'action.

L'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) reconnaît que les changements climatiques constituent une menace majeure pour les récifs coralliens, entre autres facteurs de stress. La production de « l'état et les tendances du récif corallien mondial » (en 2020) et l'organisation du 6e Symposium international sur la gestion des écosystèmes marins tropicaux (en Indonésie en 2020), qui contribue à l'intégration des récifs coralliens dans le cadre de la biodiversité mondiale post 2020, seront les autres actions prévues pour la période 2018-2020.

3.4 Ressources allouées

Le projet d'Alliance est piloté par Loreley Picourt, avec l'appui d'Anais Deprez pour l'organisation de la mobilisation et d'une stagiaire à plein temps. Le projet d'Alliance est financé dans son intégralité par une convention avec l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) - voir 4.1.

Responsable de l'Alliance

Loreley Picourt, diplômée suma cum laude d'un MSc en Environmental Policy and Regulation de la London School of Economics and Political Science (LSE), avec une expérience en relations internationales au PNUE à New-York et à la CITES à Genève a pris la responsabilité de l'Alliance en août 2017. Elle a entrepris la rédaction du rapport de l'action et le développement de l'Alliance (50%) ansi que la définition de la feuille de route scientifique (50%).

Chargée de communication

Anaïs Deprez, diplômée d'un Master 2 en Politiques Européennes et Affaires Publiques (Sciences Po Strasbourg) avec une spécialisation en communication, est en charge, à deux-tiers de temps, de la communication de l'Alliance et de l'organisation événementielle, notamment les side-events organisés lors des conférences internationales et la Conférence scientifique de haut niveau des 10 et 11 septembre derniers organisée au siège de l'UNESCO.

4. Nos partenaires et soutiens financiers

4.1 Convention AFB

Le projet d'Alliance est financée par l'Agence française pour la biodiversité (AFB) dans le cadre d'une convention sur 16 mois, à hauteur de 300 000 euros, équivalent à 100% du montant total du programme. La convention a initialement été établie entre l'AFB et Innovations Bleues car la Plateforme Océan et Climat était administrée depuis son lancement en juin 2014 par l'association Innovations Bleues. Le 27 juin 2017, la POC s'est dotée d'une structure juridique, sous forme d'association loi 1901. Dès lors, IB et la POC se sont engagées dans un dossier de transfert partiel d'actif qui a abouti le 14 juin 2018 quand le transfert d'actif a été validé par les deux Assemblées Générales.

Un avenant a été établi pour que la Plateforme Océan et Climat devienne pleinement et seule responsable envers l'AFB de la bonne exécution des obligations mises à sa charge par la Convention.

La Convention AFB est arrivée à termes en octobre 2018. Une fois les rapports d'activité et financier du projet validés par l'AFB, le dernier versement a été effectué. Les objectifs ayant été atteints, la Plateforme Océan et Climat a entamé un processus de renouvellement de la convention AFB pour perdurer les activités de l'Alliance et renforcer les activités de coopération internationale de la POC. Une nouvelle convention entre la POC et l'AFB a été établie pour le projet suivant: "Promouvoir les services écosystémiques pour un océan en bonne santé et un climat protégé" à hauteur de 70 000 euros par an pendant 3 ans.

4.2 Subvention du MTES

En 2018, la POC a reçu une subvention du MTES à hauteur de 20 000 euros pour le projet intitulé : "Plan d'action pour la coordination des actions scientifiques de mobilisation et de plaidoyer de la plateforme internationale océan et climat pour l'intégration de l'océan dans les solutions aux changements climatiques."

4.3 Don de Veolia

En 2018, la POC a reçu un don de la Fondation Veolia pour un montant de 30 000€, première fondation d'entreprise à intégrer le réseau de la Plateforme Océan et Climat. Cette démarche témoigne d'un intérêt croissant des fondations d'entreprises comme Veolia pour les enjeux environnementaux, et participe à l'élargissement du réseau et à la diversification des acteurs qui le composent.

5. Gouvernance et coordination de la Plateforme Océan et Climat

La Plateforme Océan et Climat était administrée depuis son lancement en juin 2014 par l'association Innovations Bleues. Le 27 juin 2017, la POC, sous la présidence d'Eric Banel, secrétaire général d'Armateurs de France, s'est dotée d'une structure juridique, sous forme d'association loi 1901. Romain Troublé, directeur général de la Fondation Tara Océan est le président de la Plateforme depuis novembre 2017.

5.1 Le Conseil d'Administration

En 2018, le Conseil d'Administration (CA) est composé de 11 membres élus et constitue l'organe décisionnaire de l'association.

Selon les statuts de l'association, le CA comprend 2 membres au moins et 15 membres au plus, élus par l'Assemblée générale parmi les membres ou les personnes physiques ou morales cooptées. Il est à l'initiative de la politique et des orientations générales de l'association, ainsi que des grandes lignes d'actions de communication et de relations publiques. Le CA se réunit tous les un mois et demi et est épaulé par le bureau (voir 4.2)

5.2 Le bureau de l'association

Les membres du bureau sont élus par la CA pour une durée de trois années et sont immédiatement rééligibles. Le bureau de l'association comprend le Président, le Secrétaire et les Vice-Présidents de l'association. Ce bureau a pour fonction de préparer les réunions du conseil d'administration et est en lien direct et régulier avec le secrétariat. Depuis novembre 2017, la présidence de la Plateforme est assurée par Romain Troublé, Directeur Général de la Fondation Tara Océan. Eric Banel occupe le rôle de Secrétaire, et la Plateforme est dotée de 4 Vices-Président(e)s:

- Françoise Gaill, Directeure de recherche émérite au CNRS, Vice-Présidente en charge de la science
- Patricia Ricard, Présidente de l'Institut Océanographique Paul Ricard: Vice Présidente et Porte Parole de l'association
- Antidia Citores, Responsable campagne, lobbying et contentieux (Surfrider Foundation Europe): Vice-Présidente en charge des relations européennes
- Eric Banel, Directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique Ministère de la Transition Écologique et Solidaire : Vice-Président en charge des relations institutionnelles et Secrétaire de l'association

Pour consulter l'organigrame de gouvernance, consultez l'Annexe 4

5.3 Le secrétariat

Le secrétariat représente l'équipe permanente de la POC, et constitue son organe opérationnel. Forte de sa diversité et de ces compétences, elle s'investit au quotidien afin d'assurer les différentes missions de plaidoyer, diffusion des connaissances et mobilisation.

- Loreley Picourt, Responsable plaiodyer et relations internationales
- Anaïs Deprez, Responsable mobilisation et communication

- Stagiaire coordination scientifique
- Stagiaire communication
- Stagiaire plaidoyer

5.4 Le Comité Scientifique

Le Comité scientifique est un organe consultatif qui a pour missions de conseiller la POC sur des questions scientifiques et multidisciplinaires, de vérifier les publications et assister le conseil d'administration pour l'éclairer dans ses choix et décisions. Il réunit des personnes compétentes dans le domaine de la recherche et des sciences océaniques.

Sous la coordination de Françoise Gaill (CNRS), le Comité scientifique a constitué tout au long de l'année 2018 un socle scientifique solide et a guidé l'ensemble de la production de la Plateforme. Le Comité Scientifique a également participé de manière active à la construction de l'évènement des 10 et 11 septembre avec la COI-UNESCO, et à l'implication de la Plateforme dans la phase préparatoire de la Décennie des Nations Unies pour les Sciences Océaniques au service du Développement Durable, qui débuttera en 2021.

Pour voir la composition du Comité Scientifique 2018, voir l'Annexe 2

5.5 Les membres du réseau

Forte de la participation de plus de 70 acteurs appartenant à différents secteurs, la Plateforme Océan et Climat dispose d'un large éventail de compétences. Recherche scientifique, expéditions scientifiques, plaidoyer politique sont au coeur de l'action de la Plateforme, qui incarne un réseau international d'experts de l'océan. En 2019, la POC envisage de créer des collèges de membres afin de faciliter la lecture de la composition du réseau, et l'étendue de l'expertise qui la compose.

Pour voir la composition des membres de la Plateforme, voir l'Annexe 3.

6. Rapport financier

6.1 Règles et méthodes comptables

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6.2 Bilan et analyse détaillée du bilan

Analyse détaillée du Bilan Actif

• Les produites à recevoir pour un montant de 97 790 € correspond principalement au solde de la subvention AFB pour 90 000 €.

Bil	an				
ACTIF	Final Lab 31.129018 (*Crod)			Hoon.	Vanotion
	Dra	1000000	160	List	-
Project d'abblesement Frais de recherche et déve opperment Concessions, brevets, drois similaires Fonds commerciel Autres immédilisations incorporalites Immobilisations incercerciel os on ocurs Avances et acomptes sur immobilisations incorporalites Municobilisations corporaties Terrains Constructions Instalicites techniques, matériel et eutiliège industrials Autres immédilisations expansites Immobilisations et composations Immobilisations et composations Avances et acomptes sur immobilisations corporates Municobilisations et cours Avances et acomptes sur immobilisations corporates Participations Céances natachées à des participasons Tères immobilisations de l'activité de pomefeuille Autres times immobilisés de l'activité de pomefeuille	Brid	Amort pow	*let	Her	
Pritts Autres immebilis at one financières	- 90		- 50		15
TOTAL (I)	150	- 1	150		15
Stocks un cours	0.000				760
Matières premières, approvisionnements En cours de production de trons et services Produits intermédiaires et finis Marchandises Avences et acomptes veraés sur commandes Créances seagers et comptes rattacnés Autres créances , Fournisseurs décité, ra , Ferconnel , Organismes accieux , Etat, impôts sur les bénéfices , Etat, impôts sur les bénéfices , Etat, taxes sur le chiffre d'effoines , Autres Valeurs mobilières de placement Instruments de trespecie Discenibilités Charges constatées d'avance	97 7 9 0 2 387		97 7 90 2 837		₽/ A9 2 3D
TOTAL (II)	100 187		160 187		100 18
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) Primes de remboursement des emprunts (IV) Ecarte de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	100 337		100 007		100 33

ASSISTANCE GESTION COMPTABLE

Page 1

Analyse détaillée du Bilan Passif

• Les fournisseurs divers pour un montant de 31 279 € correspond au solde des fournisseurs à payer (manifestation à l'UNESCO) dans le cadre de la subvention AFB mentionnée cidessus.

Bilan (suite)			
PASSIF	Exercische le 31/12/2010 1/2 (12))	their	Variation
Fonds proces Fonds Fonds proces Fonds Fo	47910		47/310
TOTAL (I)	47 910		47910
Provisions pour requested therapes			
TOTAL (III)			
Fonde décide . Sur subventions de fonctionnement . Sur autres ressources			
TOTAL (III)			
Dettes Emprunts et certes assimilées Avences et acomptes reçus sur commendes en pours Fournisseurs et consptes rattachés Autres Instruments de trisponeix Produits constatés d'avence	29 420 13 007		29420 18 001
For the conversion passif (V)			1
TOTAL PASSIF	100 337		100 321
Engagements requs Legs nots à realiser acceptés par les organes statutairement compétents acceptés par l'organisme de tutelle Dont en nature restant à venére Engagements d'onnés			

ASSISTANCE GESTION COMPTABLE

6.3 Compte de résultat et analyse détaillée du compte de résultat

Analyse détaillée du Compte de résultat

Produits

- Les subventions d'exploitation, 140 000 € regroupent :
 - o la subvention Fondation Véolia 30 000 €,
 - o la dernière tranche de la subvention AFB 90 000 €,
 - o le MTES pour 20 000 €
- Les cotisations des Membres s'élèvent à 47 000 €.
- Les transferts de charges d'exploitation, 25 922 € correspondent aux soutiens financiers apportés lors de l'évènement à l'UNESCO.

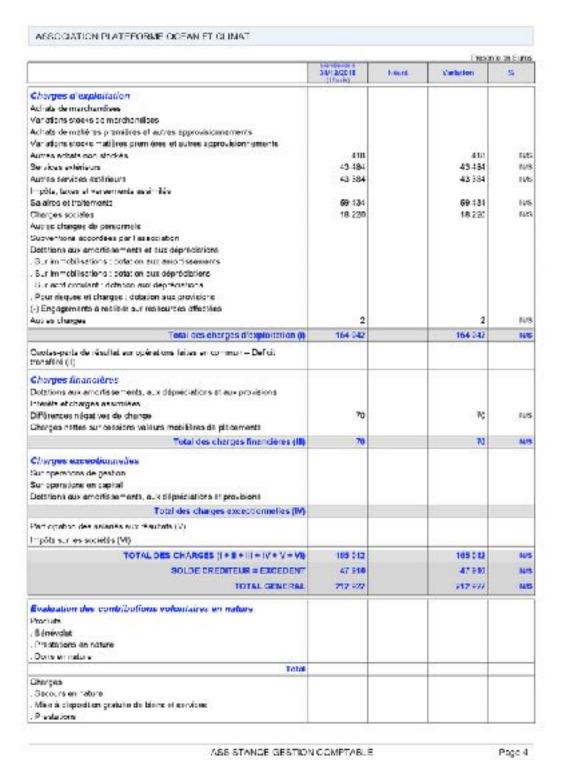
	Cor	npte de rési	ultat		Discount	eerfan
		Frequenties in 8 1912/2018 (15 10kg)		ricare	Variation	*
The state of the s	French	Expotations	Total	Total		
Produits d'exploitation Ventes de marchandises Production vendue blans Production vendue services Montants nots produits d'expl.						
Autres produits d'exploitation		- 1	T I			
Production stockée Production immostisée Subventions d'exploitation Cottagliche		140 000		140 000	N/S	
Report das respources non utilities des exercices amerieurs utilies produits			47,000		47,000	19.7
Reprise de provisions Transfert de charges			26 922		25 929	79.5
Sous-total des autres produits d'exploitation			212 922		212 922	m.s
Total des preduits d'exploitation (I)		212 922		212 322	M.C	
Guotos parts de résulter sur opérations talte transfilie (II)						
Produits financiers De participations D'autes valeurs mobilières et créances d'ac Autres interits et aroduits esseniles Hoprisos sur provisions et dépréciations et te Différences positives de change Produits nets sur dessions valeurs mobilière	ranstorts de di	hangos				
Том	des produit	s ananciers (III)				
Produits exceptionnels Sur opticions de gestion Sur opticions en capital Reprises sur cross crose literafiets de char	ges					
Total de	produits ex	ocphonnels (IV)				
TOTAL DE	E PRODUITS	8 (1 + (1) + (1) + (V)	212 922		212 322	M.S
	CLDE CEBR	EUR - DEFICIT				
	100	TAL GENERAL	212 122		212 322	H.S

Charges

La majorités des charges en 2018 sont directement liées à l'évènement réalisé à l'UNESCO dans la cadre de la subvention AFB.

Les principales charges sont listées ci-après.

- Sous-traitance générale 36 026 €, correspondent principalement aux prestations liées à l'événement à l'UNESCO.
- Les frais de déplacements missions réalisés dans le cadre de l'objet social de l'association s'élèvent à 17 723 €.



7. Conclusion - 2019-2021: quelle stratégie pour la Plateforme Océan et Climat ?

Depuis 2014, la POC agit pour une **meilleure compréhension** des interactions océan-climat et une meilleure intégration de l'océan dans les négociations climatiques. Si l'océan est particulièrement vulnérable aux changements climatiques, il est également porteur de **solutions** d'atténuation et d'adaptation.

Aujourd'hui, une meilleure prise en compte des services écosystémiques, notamment dans les instances consacrées à la biodiversité, est nécessaire pour faire avancer le champs océan et climat. La POC vise à apporter, à la société civile et aux décideurs, des connaissances et des éclairages nouveaux sur les enjeux, les défis et les solutions qui se posent aux interfaces entre la biodiversité, l'océan et le climat.

Les enjeux **océan-climat-biodiversité** prennent de l'ampleur dans l'agenda politique et la France devra répondre aux objectifs internationaux.

Particulièrement, 2019-2021 sera un tournant important pour la préservation de l'océan et la prise en compte de son rôle dans la machine climatique. Par ailleurs, la France a pour ambition de mobiliser tous les acteurs de la société pour que la biodiversité bénéficie du même engouement que les questions climatiques, en vue du Congrès Mondial de l'UICN et la COP15 de la CDB (stratégie biodiversité post-2020).

La stratégie de la Plateforme Océan et Climat pour les trois prochaines années sera organisée autour de 3 axes pour lesquels plusieurs objectifs ont été identifiés :



Mobilisation de la société civile

- → Animation du réseau et recrutement de nouveaux membres.
- Organisation de projets communs et d'activités fédératrices.
- → Co-ordination du groupe "freins à lever" dans le cadre du Comité France Ocean.

2

Science - Diffusion des connaissances

- → Renouvellement du Comité scientifique.
- → Publication de fiches scientifiques et d'infographies sur le rapport spécial du GIEC "Océan et Cryosphère".
- Participation à la phase préparatoire de la Décennie de l'ONU pour les sciences océaniques.



Plaidoyer - Coopération internationale

- → Plaidoyer pour une meilleure prise en compte des enjeux océan-climatbiodiversité.
- → Mobilisation et participation aux conférences internationales
- → Partenariat avec l'initiative Because the Ocean pour intégrer l'Océan dans les NDCs des Etats.

ANNEXES

Annexe 1 - Composition du Conseil d'Administration

Armateurs de France, Cluster Maritime Français, Comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Eric Banel (intuitu personae), Françoise Gaill (intuitu personae) Innovations Bleues, Institut océanographique Paul Ricard, Nausicaa, Océanopolis, Surfrider Foundation Europe, Fondation Tara Expéditions

Annexe 2 - Composition du Comité scientifique

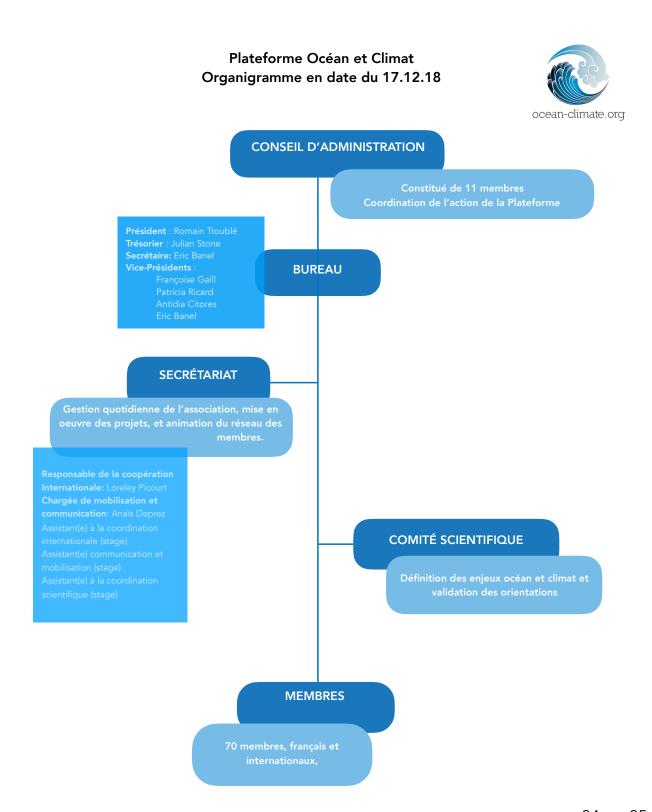
Denis Allemand (Centre Scientifique de Monaco), Nadia Ameziane (MNHN), Denis Bailly (UBO), Gilles Boeuf (Sorbonne Université), Laurent Bopp (CNRS, LSCE, IPSL) Claude Boucher (Académie des Sciences), Chris Bowler (ENS), Guigone Camus (EHESS, Université de la Polynésie Française), Xavier Capet (CNRS, UPMC, LOCEAN, IPSL), Christine Causse (Nausicaa), Biliana Cicin-Sain (University of Delaware), Joachim Claudet (CNRS, CRIOBE), Philippe Cury (IRD), Agathe Euzen (CNRS), Paul Falkowski (Rutgers University), Didier Gascuel (Agrocampus Ouest), Jeanne Gherardi (Ifremer), Kirsten Isensee (UNESCO), Catherine Jeandel (CNRS), Eric Karsenti (CNRS), Nadine Le Bris (CNRS, UPMC), Hervé Le Treut (UPMC, IPSL), Marie-Françoise Lequentrec-Lalancette (SHOM), Lisa Levin (Scripps, University of California San Diego), Camille Mazé (CNRS, UBO), Fabrice Messal (Mercator Océan), Marc Metian (AIEA), Thierry Perez (CNRS, IMBE), Serge Planes (CNRS, CRIOBE), Gilles Reverdin (CNRS, IPSL), Marie-Alexandrine Sicre (SCOR, CNRS), Sabrina Speich (ENS), Lisa Svensson (UN Environment), Eric Thiebaut (CNRS), Marjan Van Den Belt (University of Wellington), Colomban de Vargas (CNRS), Anna Zivian (Future Earth).

Annexe 3 - Liste des Membres de la Plateforme Océan et Climat

Agence française pour la biodiversité (AFB), Association Française d'Halieutique (AFH), Association Monégasque sur l'Acidification des Océans (AMAO), ANEF, Association Nationale des Elus du Littoral (ANEL), Aquarium tropical du Palais de la Porte Dorée, Armateurs de France, Blue Society, Cluster Maritime Français, Comité National Français de Géodésie et Géophysique (CNFGG), Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Comité français de l'UICN, Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI-UNESCO), Deep Ocean Stewardship Council (DOSI), Esprit de Velox, Ethic Ocean, Expédition 7e continent, Expédition MED, Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM), France Nature Environnement, Fondation Jacques Rougerie, Fondation Prince Albert II de Monaco, German Ocean Foundation, Global Ocean Forum, Global Ocean Trust, Institut Français de la Mer (IFM), Ifremer, Innovations Bleues, Institut National de Recherche Halieutique (INRH), Institut Océanographique - Fondation Albert ler Prince de Monaco, Institut océanographique Paul Ricard, Organisation internationale pour les migrations (OIM), Institut de recherche pour le développement (IRD), Labex Corail, Lemonsea, MedPan, Mercator Océan, Mission Blue, Muséum national d'Histoire naturelle, Motu Haka, Marine Stewardship Council (MSC), North Atlantic Salmon Fund (NASF), Nausicaa, région Nouvelle Aquitaine, Natural Resources Defense Council (NRDC), Ocean Acidification International Coordination Centre (OA-ICC), Océanopolis, Ocean Conservancy, Plymouth Marine Laboratory (PML), Partnership for Observation of the Global Oceans (POGO), Polar Pod, Paris Sciences Lettres (PSL), Respect Ocean, SCRIPPS Institution of Oceanography, Service Hydrographique et Océanographique de la Marine (SHOM), Sorbonne Université, Surfrider Foundation Europe,

Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), Fondation Tara Expéditions, The Nature Conservancy (TNC), The Ocean Foundation, The PEW Charitable Trusts, Tour des deux Amériques Solidaires en voilier, Union des Conservateurs d'Aquariums (UCA), Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Université de Bretagne Occidentale (UBO), University of Southampton, World Ocean Network, WWF France.

Annexe 4 - Organigramme de l'association





Pour plus d'informations, contacter :

Plateforme Océan et Climat

Maison des Océans 195 rue Saint Jacques 75005 Paris secretariat@ocean-climate.org

Juin 2019

Avec le soutien de





